

# 3337 Une ENQUÊTE du "Lib" sur le PROCÈS CÉLINE

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Cinquante-cinquième année. — N° 211

VENDREDI 13 JANVIER 1950

Le numéro : 10 francs

Les écrivains  
prennent  
position

(1<sup>re</sup> REPONSES EN PAGE 3)

## MINIMUM VITAL

ERRIERE les polémiques que suscitent le minimum vital et les conventions collectives, se dissimile le problème véritable mais insoluble : l'adaptation du pouvoir de consommation au pouvoir de production. Jouant de malheur, on s'attaque à un autre problème qui, apparemment aisé, ne pourra jamais être résolu, même dans le meilleur des mondes : celui qui détermine les besoins. Mettre en équation les nécessités alimentaires, vestimentaires, culturelles, artistiques de l'homme, est une gageure qu'essentiellement dépendant de tenir avec un sérieux comique, nos graves économistes.

Forcément chacun aboutit à un résultat différent, et même si l'on adoptait un des plus élevés, celui du « Monde Ouvrier » qui est de 20.033 par mois, et dont les calculs ont été très sérieux, l'utilisation de cette somme varierait avec chacun des bénéficiaires. Mais cela n'est encore qu'un des aspects secondaires de la question ; d'autres retiennent davantage notre attention. D'abord, la diversité des sommes proposées : 15.000 pour certaines centrales, 19.000 pour la C.G.T., 19.700 pour les Autonomes, 13.633 pour le ministre des Affaires économiques, enfin pour la Section syndicale de la Régie Renault le budget-type de 19.700 établi par la Direction de la Fonction publique. Mais n'oublions pas que l'humour ne perd jamais ses droits : nous le découvrons dans le calcul opéré par l'Institut d'Observation économique qui fixe le « poste » nourriture à 8.312 francs pour un manœuvre et à 12.268 pour un ingénieur et arrive au total de 18.512 pour le premier et 45.130 pour le second. Prétendre qu'un intellectuel a des besoins alimentaires supérieurs à ceux d'un manuel, illustre parfaitement le grotesque de toutes ces discussions pseudo-scientifiques.

Cependant, le Gouvernement, au-dessus de la mêlée, se réserve le droit de fixer le salaire minimum — ne pas confondre avec minimum vital ! — et il semble bien qu'il ne voudra pas dépasser 10.000 francs. Comme on le voit, la situation est claire ! Si l'existence de millions de travailleurs n'était en jeu on pourrait en rire, on pourrait poser des questions, par exemple celle-ci : « Avez-vous fixé le minimum vital des commerçants, des politiciens, des trafiquants, des banquiers ? A combien s'élèvent leurs frais pour « boite de nuit », bijoutier, couturier, voiture américaine, parfumeur, voyage, etc. ?

Mais voilà qu'en voulant plaisanter nous soulevons tout le problème social, voilà que nous plaçons côté à côté le producteur « transposé en chiffres » et le parasite insolent. Voilà que nous arrivons à la conclusion non d'une règle à calcul, mais à celle de tout homme honnête : le partage équivalent entre tous des richesses produites par tous.

C'est alors que le pouvoir de consommation s'équilibrera avec le pouvoir de production et que la liberté économique ne sera plus limitée que par les possibilités de production. L'incohérence aura fait place à l'ordre et à l'harmonie des rapports sociaux, le maximum vital aura remplacé le minimum vital.

## Le "bonheur" des uns...



40 pour cent des salariés  
gagnent moins de 15.000 francs

D'après une statistique du Ministère du Travail concernant sept millions de salariés, on en compte :

75.000 gagnant moins de 10.000 francs.  
120.000 gagnant de 10.000 à 11.000 francs.  
200.000 gagnant de 11.000 à 12.000 francs.  
600.000 gagnant de 12.000 à 13.000 francs.  
850.000 gagnant de 13.000 à 14.000 francs.  
1 million gagnant de 14.000 à 15.000 francs.  
4.700.000 gagnant plus de 15.000 francs.

## L'âge

### des immeubles à Paris

27 % de plus de 98 ans;  
30 % entre 98 et 68 ans;  
32 % entre 68 et 34 ans;  
10 % entre 34 et 12 ans;  
1 % de moins de 12 ans;  
54 % des immeubles sans W.-C. particuliers.



(Cliché Franc-Tireur.)

20 % n'ont pas l'eau courante.  
4.000 logements doivent être évacués dans le délai d'un an pour cause d'insécurité.

En France, 277.277 maisons ont été détruites pendant la dernière guerre, 9.739 seulement ont été reconstruites depuis la Libération, soit environ 3,5 %.

(1) Edition de l'Elan.

(2) Réponse au "Lib" par le "Lib" (suite page 2, col. 1).

## LE MIROIR AUX ALOUETTES

### Les Conventions Collectives

Le vote de la loi étant certain, le but de ce que M. Herriot a appellé un « débat de haute tenue » et cela parce que les représentants du « peuple » avaient pour une fois négligé de traiter de pourri, apparaît très clairement.

Il s'agissait pour le patronat d'obtenir à travers les conventions collectives un plafond fixe pour les salaires afin de stabiliser les prix de revient, qui permettent les marchés à long terme et la récupération par une augmentation progressive des prix.

Il s'agissait pour le gouvernement de maintenir un contrôle sur l'économie de manière à maintenir l'équilibre monétaire actuel et par conséquent de conserver les possibilités de reconduire

le somptueux budget de police, de guerre, de centralisation étatique.

Il s'agissait pour les partis d'opposition de flatter une clientèle ouvrière qui, on ne sait trop pourquoi, consi-

dère les conventions collectives comme la panacée à tous les ennuis. Et également de batailler pour que ces conventions soient suffisamment souples pour ne pas les gêner lorsqu'à leur

tour ils auront pénétré dans les conseils de gouvernement.

Et l'on vote la conciliation obligatoire, qui renforce l'autorité du gouvernement donc de l'Etat.

Et l'on repousse l'extension des conventions collectives car cela pourrait gêner la liberté de manœuvre du patronat.

Et l'on accepte l'arbitrage facultatif qui permettra aux partis dits de « gêche » de faire traîner un peu plus des conflits riches en possibilités électoralistes.

Chacun semble donc avoir trouvé son lot dans cette opération, même les travailleurs d'abord méfiants et qui semblent se prendre au jeu.

Démocratie économique, grand soutien de 1936, législation sociale la plus avancée, autant de grelots au collier qu'on vient de leur passer au cou, qui tintent clairement et étouffent les travailleurs. Et lorsque tout ce bruit fait autour de cette loi se sera apaisé ils ne sentiront plus que le poids du carcan et il leur faudra tirer fort pour le briser.

Entendons-nous bien, je ne veux pas discuter ici les modalités de la loi. Celui-ci étant promulgué il est bien possible qu'il soit préférable pour les travailleurs d'échapper à l'arbitrage obligatoire. Echapper à la conciliation obligatoire aurait encore été mieux et l'extension des conventions collectives à toutes les entreprises d'une industrie aurait pu aider les travailleurs qui mènent un combat difficile contre un patronat de choc. Ce sont peut-être des efforts aussi nécessaires que ceux du prisonnier aménageant sa gêle...

Ce qu'il faut examiner avec une attention soutenue c'est le principe même des conventions collectives, qu'elles soient « bonnes » ou « mauvaises ».

(Suite page 2, col. 3.)

## Bonne, féconde et sainte année

Qui de plus touchant, que les souhaits présentés délicatement au début du Nouvel An par un enfant sincère à ses parents !

S.S. Pie XII — (lisez : Sa Sainteté le Pape) a des millions de « fils » répartis dans le monde entier — et qui, invités par leur Père célèbrent l'Année Sainte.

Pour le Pape Catholique, l'année 1950 est déjà Bonne et Féconde.

Pensez donc ! Que de joies !

Puissance considérable : 369 archépiscopats, 364 évêchés, 479 délégués apostoliques.

Une ombre au tableau, pourtant !.. Les démoniaques populaires, après avoir accepté des compromis, limitent progressivement, sinon adroitement, l'impulsion ecclésiale.

Mais une ombre temporaire. Le Vatican connaît avec joie les fruits mûrissants de ses diplomatiques démarches.

La puissante Amérique se met à ge-

noix, ouvre ses coffres-forts. Partout se lèvent dans les Etats, des factions désireuses d'abattre le Communisme, en s'appuyant sur la Religion. Ombre temporaire donc ; joies en perspective.

Mais aussi, joies présentes.

La France, entre autres, déchristianisée par de longues années d'école laïque, est aux mains de gens décidés à soulever l'école confessionnelle ; des lois nouvelles sont préparées. Les finances nationales seront mises à contribution.

Et l'enthousiasme des foules est en voie de réchauffement dans le monde entier.

Les pèlerinages y aident infinitiment. La lutte « anti-communisme » amène des adhérents ; le soutien des revendications ouvrières ébranle des hostilités ou des indifférences. Mgr Lebrun dit à Rennes, que les ouvriers doivent participer aux bénéfices de leurs entreprises et ne parle pas, bien entendu, des employés d'église ou des instituteurs libres payés le moins possible.

L'année (au Vatican) s'annonce féconde. La France seule prévoit 110 pèlerinages ; l'Autriche, 70 ; Belgique, 23 ; Espagne, 18 ; Suisse, 12 ; Hollande, 9 ; Angleterre, 7, sans compter l'Amérique et autres.

Que de recettes en perspective : près de 22.000 lits par jour, 2 millions d'enveloppes, 15 tonnes de cartes, 140 tonnes de livres, 210 de guides.

Sans oublier les dons que ne manqueront pas de faire par reconnaissance, les 5.000 commerçants ayant déjà remis leurs magasins à neuf en prévision des recettes.

(Suite page 2, col. 1.)





## «SYNDICALISME MODERNE»

TOUTES les centrales syndicales, et elles sont nombreuses, ont jugé opportun, au seuil de la nouvelle année, de publier « leur bilan ». Et chacune d'elles énonce de multiples succès dont elle revendique d'être à l'origine. En fait, sous un verbiage incendiaire, faussement optimiste, se dissimile mal le véritable intérêt de ces syndicats : la course aux effectifs. Car la clientèle visée est exigeante et c'est à qui tentera d'apparaître comme le plus combattif.

La C.G.T.-F.O. n'échappe pas à cette règle. Mais ne possédant pas de passé dont elle puisse se glorifier, elle se rattrape sur l'avenir : voyez ses promesses. Et quelles promesses !

« Une classe ouvrière prospère dans une collectivité florissante ».

« Il ne suffit pas de réclamer un syndicalisme gestionnaire », dit André Lafond dans *Force Ouvrière*, et de conclure : « Les possibilités doivent être à la hauteur des théories. Les aspirations les plus pures demeurent des présentions, si elles ne se traduisent pas dans les faits... Au syndicalisme de préparer et de fournir des cadres nouveaux à la société. »

Selon Lafond, l'assainissement de la gestion des entreprises nationalisées, l'amélioration de la Sécurité sociale, le rétablissement du pouvoir d'achat et la justice fiscale sont les seuls gages d'une « collectivité florissante ».

Nous chercherons vainement même une légère allusion à la gestion des usines par les travailleurs ; nulle part il n'est question d'abolir le salariat ou bien de lutter contre le gouvernement et l'armée, programme qu'inscrivait la C.G.T. dans la Charte d'Amiens, dont Veillon prétend se recommander.

Non rien de cela. L'ordre social que préconisent les pontifes de *Force Ouvrière* est celui qui leur assurera de grasses sinécures.

Soyez rassurés, messieurs, le Gouvernement et le patronat ont sûrement compris et il n'est pas douteux que sous peu ils ne sollicitent votre collaboration.

Seulement, méfiez-vous ! La classe ouvrière pourrait ne plus goûter ce « syndicalisme moderne » et vous abandonner avec le réformisme dans lequel vous vous confiez depuis de nombreuses années. Et alors, peut-être s'orientera-t-elle — et nous y veillerons — vers l'action révolutionnaire à laquelle il vous serait pour le moins difficile de vous adapter.

JOE LANEN.

## “La Fédération syndicaliste des P.T.T. est le plus beau fleuron de la C.G.T.F.O.”

(J. MAHÉ au Conseil Fédéral)

À l'au sous les yeux le « P.T.T. Syndicaliste », organe de la Fédération des P.T.T. (Force Ouvrière), où le rédacteur de l'éditorial « se bat les flancs » à expliquer les raisons de la disparition de sa Fédération « le plus beau fleuron de la C.G.T.F.O. », comme l'explique, sans rire « le pape » du syndicalisme postier, Jean Mathé, après le couplet traditionnel sur « l'influence malfaisante des organisations politisées ». L'éditorialiste examine « d'autres raisons plus actuelles » et d'abord :

— La grève toute proche, du 15 juin, aux résultats IMPALPABLES, quoique réels ?

— La pression intolérable du gouvernement.

A ces raisons, T. OTTAVY, de la mi-

norité dite « combat syndical », dans un excellent article paru dans le dernier numéro de la « Révolution prolétarienne » en ajoute d'autres :

— la majorité des syndiqués ne votait pas la grève.

— Il est douteux que les militants

par MONTLUC

qui ont fait la grève par devoir aient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour l'élargir.

— Les Syndicats des P.T.T. sont composés presque exclusivement de JEUNES MILITANTS, formés depuis 1944 à travers des questions techniques de re-

classement aux débuts de la CONNAISSANCE DES QUESTIONS GÉNÉRALES et des TRADITIONS DU SYNDICALISME.

— La mentalité de l'adhérent fait de découragement, de fatigue, « d'esprit catégorique », de scepticisme, de méconnaissance des problèmes ouvriers, d'indifférence à l'égard de la morale syndicaliste, etc...

Toutes ces raisons sont valables, mais elles ne sont pas le fruit d'une tradition dans les P.T.T. et les raisons qui les ont produites méritent d'être examinées. Elles dépassent le cadre de la corporatisme, et sont une illustration assez exacte d'un « moment » du syndicalisme contemporain.

Le minimum vital, c'est l'exploitation

de la créativité, le règne de la peur.

C'est, pour le capitalisme, l'assurance de survie. C'est le maintien de toutes les iniquités.

Et prenez toutes les centrales : elles en sont toutes à cette notion. Les unes demandent 13.633 francs, les autres 19.700 francs. Pas une ne dira que ce qu'il faut à l'ouvrier, comme aux autres hommes, c'est vivre en profitant largement de ce que la terre offre en abondance. Pas une n'ose déclarer qu'il faut faire disparaître les inégalités. Si une voix s'élève, elle est si faible qu'elle ne peut se faire entendre.

Le terrible de l'histoire, c'est qu'à force d'être berné, joué, bafoué, trahi, battu, traîné et tiré à l'oreille à droite et, pour tout dire, cocufié, le prolétariat en est arrivé à admettre ce minimum vital comme une panacée, comme la logique des choses ! Il admet qu'on le laisse croupir dans sa misérable condition, il en fixe lui-même les limites, il s'en déclare satisfait. Il signe ce qu'il croit sa victoire, il casse la figure de ceux qui le mettent en garde, en les trainant dans la boue. Et quand il touche gaillardement ce qu'il a lui-même demandé, il rouspète ! On appelle ça les bienfaits du régime démocratique, ou chacun veut qu'il y ait des premiers et des derniers.

Ce qui fait qu'on a le droit de se demander jusqu'à quel point Victor Serge n'avait pas raison, quand il écrivait, en 1910 : « Les ouvriers ne nous sont ni

— 10 % seulement de ses effectifs ont participé à la grève du 25. Rien d'étonnant, d'ailleurs, la résolution appelant les postiers à la lutte ne contenait-elle pas cette phrase ÉTONNANTE :

— « Le Conseil National regrette (sic) d'avoir à recourir à la grève pour la deuxième fois en quelques mois. AU COURS D'UNE PÉRIODE CRITIQUE A LA VIE DE LA NATION ».

Et plus loin il appelaient à :

— MANIFESTER DANS LE CALME ET LA DIGNITÉ.

Il est vrai que l'éditorialiste cité plus haut se console en exaltant l'internationalisation créée à la sauvette tout dernièrement à Londres.

Que de chemin parcouru depuis trois ans ! Et pourtant il reste à la Fédération syndicaliste d'excellents éléments.

C'est MIONAT (Lyon) qui déclarait au dernier Congrès national :

— La grève limitée est périmée. Il faut envisager la grève gestionnaire.

C'est LENDIERE (Calvados) qui réclame la grève illimitée.

C'est CHENAT (Fédération du Rhône) qui pense que les grèves par cessation de travail sont de moins en moins opérantes et qui déclare que sa fédération préconise la grève gestionnaire.

Le syndicalisme postier conduit par la faiblesse de ses dirigeants au réformisme désagréable reposant tout entier sur cette minorité syndicaliste révolutionnaire.

Elle seule peut faire de la défunte « Fédération Syndicaliste » le plus beau fleuron du syndicalisme révolutionnaire.

Le syndicalisme postier conduit par la

faiblesse de ses dirigeants au réformisme

désagréable reposant tout entier sur cette

minorité syndicaliste révolutionnaire.

Elle seule peut faire de la défunte

« Fédération Syndicaliste » le plus

beau fleuron du syndicalisme révolutionnaire.

Monnousseau a de grosses difficultés à se départir du chauvinisme échappé dont il fit échappé avec prodigalité depuis la « libération ».

Au mot d'ordre « nous ne ferons jamais la guerre » les travailleurs doivent lui opposer : « nous ne ferons jamais la guerre à AUCUNE NATION ».

PICARD.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## UNE DÉFAITE OUVRIÈRE :

# Le minimum vital

ANSI, nous en sommes là, en ces temps où chacun glose sur le progrès, la liberté, le mieux-être, l'égalité, le suffrage universel, la démocratie et le reste. Rien n'est changé sous le soleil, et pas un de ceux qui détiennent une parcelle d'autorité morale sur les foules ne fait ou ne dit quelque chose pour que ça change. Les fédas des siècles qu'on dénomme « jadis » accordaient à leurs serfs tout juste assez de subsistance pour se maintenir en vie, accomplir leur travail et se reproduire. Les rois en firent autant. Notre sacrée république ne saurait rompre avec l'habitude. Elle a ses

serfs et ses féodaux. Des deux côtés, ce sont toujours les mêmes. On a seulement modifié les appellations. Les uns sont devenus ouvriers, les autres patrons, techniciens, chefs ou gouvernements.

Et tous, du plus petit au plus grand, de celui qui souffre et végète, à celui

plus, ni moins sympathiques que leurs maîtres. Pareille est leur inconscience, plus triste leur déchéance. Ce sont les esclaves qui font les seigneurs, les peuples les gouvernements, les ouvriers les patrons. Ce sont les dégénérés et les faibles qui font la belle société où ils nous forcent de croupir avec eux. Les

par Fernand ROBERT

qui profite et exploite le malheur, tous admettent comme sacrée et consacrée la notion du « minimum vital ». Minimum vital, messieurs, pour que vive et se développe le règne du knout ; minimum vital, pour que soit assurée la pérennité de la France immortelle, de la France des droits de l'homme et du charlatanisme ; minimum vital, pour que se maintiennent tous les Franco de la terre ; minimum vital, pour que se perpétue la grande Amérique. Minimum vital partout, pour que les mafias écrasent les imberbes sous les roues de leur Packard, qui fait du trente litres aux cent.

Quel pitoyable euphémisme et quel triste objectif pour les syndicats, que cette « revendication », qui n'est que la frontière entre la vie et la mort. Que voilà bien l'aveu de la faiblesse du syndicalisme et de la pauvreté de ses moyens actuels. Et comme on sent bien, là, qu'il faut que les méthodes changent. En être réduit, en tant que protagoniste du progrès social, à délimiter le prix au-dessous duquel on risque de perdre la vie, à le défendre avec acharnement, comme but majeur, quelle défaire pour le militant.

Le minimum vital, c'est l'exploitation de la créativité, le règne de la peur. C'est, pour le capitalisme, l'assurance de survie. C'est le maintien de toutes les iniquités.

Et prenez toutes les centrales : elles en sont toutes à cette notion. Les unes demandent 13.633 francs, les autres 19.700 francs. Pas une ne dira que ce qu'il faut à l'ouvrier, comme aux autres hommes, c'est vivre en profitant largement de ce que la terre offre en abondance. Pas une n'ose déclarer qu'il faut faire disparaître les inégalités. Si une voix s'élève, elle est si faible qu'elle ne peut se faire entendre.

Le terrible de l'histoire, c'est qu'à force d'être berné, joué, bafoué, trahi, battu, traîné et tiré à l'oreille à droite et, pour tout dire, cocufié, le prolétariat en est arrivé à admettre ce minimum vital comme une panacée, comme la logique des choses ! Il admet qu'on le laisse croupir dans sa misérable condition, il en fixe lui-même les limites, il s'en déclare satisfait. Il signe ce qu'il croit sa victoire, il casse la figure de ceux qui le mettent en garde, en les trainant dans la boue. Et quand il touche gaillardement ce qu'il a lui-même demandé, il rouspète ! On appelle ça les bienfaits du régime démocratique, ou chacun veut qu'il y ait des premiers et des derniers.

Ce qui fait qu'on a le droit de se demander jusqu'à quel point Victor Serge n'avait pas raison, quand il écrivait, en 1910 : « Les ouvriers ne nous sont ni

— 10 % seulement de ses effectifs ont participé à la grève du 25. Rien d'étonnant, d'ailleurs, la résolution appelant les postiers à la lutte ne contenait-elle pas cette phrase ÉTONNANTE :

— « Le Conseil National regrette (sic) d'avoir à recourir à la grève pour la deuxième fois en quelques mois. AU COURS D'UNE PÉRIODE CRITIQUE A LA VIE DE LA NATION ».

Et plus loin il appelaient à :

— MANIFESTER DANS LE CALME ET LA DIGNITÉ.

Il est vrai que l'éditorialiste cité plus haut se console en exaltant l'internationalisation créée à la sauvette tout dernièrement à Londres.

Que de chemin parcouru depuis trois ans ! Et pourtant il reste à la Fédération syndicaliste d'excellents éléments.

C'est MIONAT (Lyon) qui déclarait au dernier Congrès national :

— La grève limitée est périmée. Il faut envisager la grève gestionnaire.

C'est LENDIERE (Calvados) qui réclame la grève illimitée.

C'est CHENAT (Fédération du Rhône) qui pense que les grèves par

cession de travail sont de moins en moins

opérantes et qui déclare que sa fédération

préconise la grève gestionnaire.

Monnousseau a de grosses difficultés à se départir du chauvinisme échappé dont il fit échappé avec prodigalité depuis la « libération ».

Au mot d'ordre « nous ne ferons jamais la guerre » les travailleurs doivent lui opposer : « nous ne ferons jamais la guerre à AUCUNE NATION ».

PICARD.

lamentables cohues de prolos que nous connaissons de visu sont incapables physiologiquement de vivre en harmonie. Par conséquent, organiser la classe ouvrière en vue d'une transformation sociale, c'est perdre son temps et son énergie ».

Nous n'en sommes pas encore à ce pessimisme. Mais nous aimerions que cette classe ouvrière ait le courage de

## Dans le métro

### POUR UN CARTEL D'UNITÉ D'ACTION SYNDICALISTE

Il y a au Métro bien des inorganisés et, comme ailleurs, beaucoup de centrales. Peut-être serait-il possible de regrouper les volontés disparates, au moyen d'un organisme qui laisserait chacun libre d'adhérer au syndicat de son choix, et étudierait la possibilité d'unifier les revendications, sur des bases solides, où il serait d'abord question d'améliorer le sort des travailleurs, et non de politique. Je serais heureux d'entrer en contact avec ceux que ce projet intéresserait. Ce que nous voulons, ce n'est pas du « bla-bla-bla », c'est de l'action. Ecrire à : Cros, C.U.S.C., 20, rue Santeuil, Paris-V.

(Réseau routier R.A.T.P.)

CROS

Pas plus, mais pas moins.

Si, pour certains, le modèle ouvrier est cette partie du prolétariat qui déteste la lutte et se résigne à sa propre déchéance, en cherchant une amère consolation au bistro du coin ou « Aux Cloches de Notre-Dame », justifiant ainsi la réprobation universelle et le minimum vital, pour nous qui vivons ses peines alors que nous pourrions les éviter, c'est autre chose.

Le minimum vital, ce n'est pas le prix du kilo de sucre par rapport à 1938, ou la possibilité d'avoir un paquet de tabac de plus par mois.

Le minimum vital, c'est Ce qui peut être distribué à chacun, quelles que soient ses capacités.

Pas plus, mais pas moins.

vers « votre cœur, votre sexe et votre gésier ».

La politique, l'Etat, les lois, la hiérarchie, sont autant de contraintes qu'il faut jeter par-dessus bord. « La vie », écrit Miller, dans un récent manifeste, est un phénomène sans règle ni moralité et nous crachons sur le sérieux, sur la barbe des vieillards dignes, sur la guerre et sur les poissos qui se laissent prendre par des imbéciles.

C'est Henry Miller, le romancier, nous disons merde à un chef un peu trop arrogant, nous le faisons au nom du droit que nous confère la vie. Lorsque nous, anarchistes, nous répondons par un sourire ironique au chef qui veut nous faire une leçon de « morale », en nous engageant à être plus sérieux dans le travail, notre sourire signifie que nous les considérons comme de pauvres cons et qu'il n'y a rien de sérieux en dehors de la vie.

Nous ne pouvons en effet faire nos bases du romançier américain lorsqu'il développe ainsi ses idées, sur les guerres et les politiques :

« Je vais se dresser de nouveaux tambours,